

Les comptes de la Nation en 2007

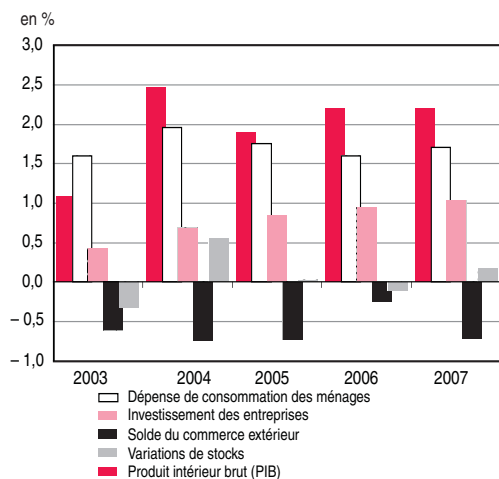
La progression de l'activité se maintient

Franck Arnaud, Guillaume Houriez, Ronan Mahieu,
département des Comptes nationaux, Insee

En 2007, le produit intérieur brut augmente en moyenne annuelle de 2,2 %, comme en 2006 et après une croissance de + 1,9 % en 2005. Corrigée du nombre de jours ouvrables, l'activité marque toutefois une légère décélération d'une année sur l'autre : elle progresse de + 2,1 % après + 2,4 % en 2006. La demande intérieure demeure le moteur de la croissance française : la consommation reste robuste et l'investissement dynamique. En revanche, le ralentissement des exportations pèse sur la croissance tandis que les importations sont relativement dynamiques. Le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur et leur taux d'épargne progresse. Le taux de marge des sociétés non financières augmente modérément. L'activité des sociétés financières se replie. Le taux de prélèvements obligatoires baisse sensiblement et le déficit public s'accroît.

Exprimée en données brutes, la croissance de l'économie française atteint + 2,2 % en 2007, tout comme en 2006. Cette stabilité d'ensemble de la croissance masque des disparités

Contributions à la croissance du PIB



Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

sectorielles. La production manufacturière accélère (+ 2,5 % après + 1,5 %), tirée notamment par les biens intermédiaires et un rebond de la production automobile. De même, la filière agricole (agriculture et industrie agroalimentaire) repart à la hausse (+ 0,8 % après - 0,6 %). En revanche, la production énergétique stagne (0,0 % après + 0,9 %), du fait d'un hiver exceptionnellement doux. L'activité dans la construction décélère également, mais elle reste soutenue (+ 4,2 % après + 5,3 %). Enfin, la production de services ralentit (+ 2,8 % après + 3,3 %), en particulier dans les activités financières (+ 3,3 % après une très bonne année 2006 à + 8,5 %) et dans les services aux entreprises (+ 3,7 % après + 4,5 %).

Une consommation des ménages toujours robuste

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent légèrement à + 2,5 %, contre + 2,3 % en 2006. Les achats de produits manufacturés sont particulièrement dynamiques (+ 4,4 % après + 2,9 %). Les ventes d'automobiles rebondissent, stimulées en fin d'année par des achats de grosses berlines anticipant l'instauration du malus écologique. Les dépenses en produits alimentaires continuent de progresser (+ 1,3 % après + 0,7 %). La douceur du climat entraîne en revanche une baisse des dépenses énergétiques (- 1,3 %). Les dépenses de consommation des ménages en services décélèrent (+ 2,7 % contre + 3,1 %) : la baisse de la consommation de services financiers (- 0,7 % après + 5,0 %) et le ralentissement des dépenses en services de télécommunications ne sont pas compensés par l'accélération des dépenses en services aux particuliers (+ 2,0 % après + 1,0 %), tirées par les hôtels-café-restaurants et les services domestiques.

L'investissement demeure dynamique

La progression de l'investissement global reste soutenue, à + 4,9 % en volume en 2007 après + 4,8 %

INSEE
PREMIERE

en 2006. L'investissement des entreprises non financières augmente vivement (+ 7,4 % après + 4,9 %), à la fois en produits manufacturés (+ 6,2 % après + 2,7 %) et en construction (+ 9,4 % après + 6,5 %, grâce au dynamisme des travaux publics).

L'investissement des administrations publiques retrouve également un peu de vigueur (+ 1,8 %) après une année 2006 très basse (- 2,3 %). En revanche, l'investissement des ménages, concentré dans le bâtiment, décélère sensiblement (+ 3,0 % après + 7,1 %). La relative stabilité de la progression de l'investissement total en construction (+ 4,5 % après + 5,2 %) recouvre en fait deux évolutions divergentes : un rebond dans les travaux publics et un ralentissement dans le bâtiment.

Le ralentissement des exportations pèse sur l'activité

En 2007, les flux d'échanges extérieurs ralentissent et le commerce extérieur ampute comptablement la croissance française de 0,8 point. En effet, le ralentissement des exportations en volume (+ 3,1 % après + 5,4 %) est plus accentué que celui des importations (+ 5,5 % après + 6,1 %).

Le ralentissement des exportations de biens est très marqué (+ 2,9 % après + 6,4 %) ; il concerne notamment la filière agricole, les produits énergétiques et les biens

d'équipement. Font exception les exportations de l'industrie automobile, qui se redressent après le repli de 2005 et 2006. Les exportations de services accélèrent elles aussi légèrement (+ 1,8 % après + 1,1 %), du fait d'un rebond des exportations de services aux entreprises.

Le ralentissement global des importations masque des tendances contrastées par produit. Les importations de biens d'équipement décélèrent, mais les importations d'automobiles, de biens intermédiaires et celles de la filière agricole (+ 4,7 % après + 3,4 %) accélèrent. Les importations d'énergie, constituées essentiellement d'hydrocarbures, diminuent sensiblement en volume pour la deuxième année consécutive (- 4,5 % après - 1,5 %). Les importations de services, bien que toujours dynamiques, décélèrent légèrement (+ 4,6 % après + 5,5 %).

En valeur, le solde commercial se creuse plus fortement encore qu'en 2006 et atteint - 36,4 milliards d'euros. La détérioration concerne les biens comme les services.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère

En 2007, le revenu disponible des ménages (RDB) augmente de 5,4 %, après + 4,8 % en 2006. Compte tenu d'une évolution du prix des dépenses de consommation des ménages de 2,0 %, le pouvoir d'achat du RDB accélère à + 3,3 %, après + 2,6 % en 2006. La progression du pouvoir d'achat est relative à

l'ensemble des ménages. Pour refléter l'évolution individuelle moyenne, elle doit être corrigée du dynamisme démographique. Rapportée au nombre d'unités de consommation, pour tenir compte à la fois de l'évolution du nombre des ménages et de leur composition, elle s'élève à + 2,4 %, après + 1,7 % en 2006.

Le revenu « arbitrage » des ménages progresse un peu moins rapidement que le RDB (+ 5,0 % contre + 5,4 %), car les dépenses de consommation « pré-engagées » (*définitions*) évoluent en valeur un peu plus rapidement que l'ensemble des dépenses. Néanmoins, en termes réels, cette différence s'inverse (+ 3,8 % contre + 3,3%) : le prix des dépenses non « pré-engagées » progresse plus lentement que le prix de l'ensemble des dépenses de consommation.

Ce dynamisme du revenu des ménages provient d'abord de celui des revenus d'activité. En 2007, la masse salariale brute progresse de + 4,5 %, après + 3,9 % en 2006. Elle est portée par la croissance de l'emploi salarié (+ 1,4 % après + 0,9 % en 2006) et le quasi-maintien du rythme de progression du salaire moyen par tête. Par ailleurs, les cotisations sociales payées par les ménages sont allégées par l'instauration au quatrième trimestre des exonérations sur les heures supplémentaires (loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). Le revenu mixte des entrepreneurs individuels accélère également (+ 5,2 % après + 4,2 %), alimenté par une forte progression du revenu des agriculteurs. Enfin, les loyers (réels ou imputés) perçus par les ménages propriétaires augmentent encore fortement (7,2 % en 2007, après 6,7 % en 2006).

Outre le dynamisme des revenus d'activité, les ménages bénéficient également des nouvelles mesures visant à baisser l'impôt sur le revenu des personnes physiques : elles entraînent un très fort ralentissement des prélèvements fiscaux sur le revenu et le patrimoine auxquels ils sont assujettis (+ 1,2 % contre + 7,2 % en 2006, hors avoir fiscal).

À l'inverse, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages décélèrent en 2007 (+ 3,7 % après + 4,4 %), sous l'effet du recul des prestations chômage. Les revenus de la propriété nets reçus décélèrent aussi (+ 4,5 % après + 10,9 % en 2006 hors avoir fiscal), en raison notamment de la forte progression des intérêts versés par les ménages.

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente, en %			2007		
	2005	2006	2007	Prix évolution en %	Milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	1,9	2,2	2,2	2,5	1 892,2	2,2
Importations	5,9	6,1	5,5	0,6	538,3	- 1,5
Total des emplois finals	2,7	3,0	2,9	2,0	2 430,5	3,7
Consommation effective des ménages	2,4	2,1	2,3	2,1	1 359,3	1,6
dont : dépense de consommation						
- des ménages	2,6	2,3	2,5	2,0	1 047,4	1,4
- individualisable des administrations	1,6	1,5	1,7	2,4	287,3	0,3
Consommation effective des administrations publiques	0,5	1,0	0,7	1,9	150,7	0,1
Formation brute de capital fixe	4,4	4,8	4,9	3,0	406,3	1,0
dont :						
- des entreprises non financières	3,7	4,9	7,4	2,5	212,2	0,8
- ménages	5,9	7,1	3,0	3,5	114,2	0,2
- administrations publiques	6,9	- 2,3	1,8	4,2	61,8	0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,0	- 0,1	0,1	--	11,3	0,1
Exportations	3,1	5,4	3,1	0,5	501,9	0,8

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

En définitive, l'accélération du revenu disponible des ménages de 0,6 point se décompose de la façon suivante : les revenus nets d'activité y contribuent positivement pour + 0,6 point et les prélèvements fiscaux sur le revenu et le patrimoine pour + 0,8 point ; à l'inverse, les prestations sociales freinent pour - 0,2 point et les revenus financiers nets pour - 0,6 point. Le taux d'épargne des ménages a augmenté dans un contexte de légère accélération de la consommation et de forte progression du pouvoir d'achat. Il s'établit à 15,8 %, en progression de 0,7 point par rapport à 2006. Ce surcroît d'épargne disponible, couplé à un ralentissement de l'investissement des ménages, leur permet d'accroître leur capacité de financement.

Le taux d'autofinancement des sociétés non financières baisse fortement

En 2007, la progression de la valeur ajoutée des sociétés non financières est un peu supérieure à celle de la rémunération des salariés (+ 5,1 % contre + 4,8 %). Leur taux de marge augmente donc légèrement, de 0,2 point, pour s'établir à 31,2 %, et leur excédent brut d'exploitation accélère (+ 5,6 % contre + 5,3 % en 2006).

Toutefois, la progression des dividendes et intérêts nets versés et celle de l'impôt sur les sociétés, pèsent sur leur épargne. Au total, celle-ci est quasi stable d'une année sur l'autre.

Dans le même temps, l'investissement des sociétés non financières accélère pour la troisième année consécutive, ce qui porte leur taux d'investissement à 20,9 %, soit son plus haut niveau depuis 1992. La stagnation de l'épargne entraîne de ce fait une nouvelle diminution de 6,6 points de leur taux d'autofinancement, à 60,7 %. Un tel niveau n'avait pas été observé depuis plus de 20 ans.

Les entreprises conjuguent ainsi une progression de leur taux d'investissement, une baisse de leur taux d'autofinancement et le maintien d'un fort dynamisme des dividendes versés. Cette conjugaison laisse penser que le fonctionnement des marchés financiers leur a permis, ces dernières années, d'accéder facilement à des sources externes de financement de leurs projets.

2 Principaux éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants, en milliards d'euros ou le cas échéant, en %

	Évolution en % (sauf italiques)			En Mds €
	2005	2006	2007	2007
Produit intérieur brut, dont :	4,0	4,7	4,7	1 892,2
Valeur ajoutée au prix de base	3,9	4,3	5,0	1 695,0
Impôts sur les produits nets de subventions sur les produits (1)	4,9	8,1	2,3	197,2
Valeur ajoutée brute par secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	3,5	4,1	4,6	1 176,5
Sociétés non financières	4,0	4,2	5,1	957,1
Entreprises individuelles	0,3	2,0	4,7	141,3
Sociétés financières	3,6	6,5	-1,2	78,1
Valeur ajoutée des administrations publiques	3,6	3,1	3,9	295,7
Éléments du partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	3,8	4,7	4,4	695,8
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	2,8	5,1	4,4	441,3
Rémunération des salariés des administrations	3,4	2,8	3,7	243,3
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	3,9	5,3	5,6	299,0
Revenus de la propriété nets versés	9,6	2,1	13,2	106,3
Épargne brute	-2,7	1,1	-0,2	121,3
Formation brute de capital fixe	6,6	8,5	10,6	199,8
Variation des stocks	5,0	4,5	10,6	10,6
Capacité (+) / Besoin (-) de financement	-49,4	-57,0	-78,1	-78,1
Taux de marge(2)	30,8	31,1	31,2	31,2
Taux d'autofinancement (3)	72,2	67,3	60,7	60,7
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-0,9	6,6	-12,1	23,5
Formation brute de capital fixe	-3,1	22,9	-0,7	15,4
Capacité (+) / Besoin (-) de financement	13,2	8,7	10,8	10,8
Ménages (y compris entreprises individuelles)				
Excédent brut d'exploitation (4)	6,6	8,1	9,5	167,0
Revenu mixte	1,1	4,4	5,2	123,9
Salaires bruts reçus	3,7	3,9	4,5	723,6
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	4,0	4,4	3,7	366,4
Revenus de la propriété nets reçus	1,3	5,2	4,5	124,3
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	5,4	4,2	2,4	282,4
Revenu disponible brut	3,4	4,8	5,4	1 244,3
Dépense de consommation finale	4,5	4,5	4,5	1 047,4
Épargne brute	-2,4	6,5	10,3	197,0
Formation brute de capital fixe	8,9	12,6	6,2	126,6
Capacité (+) / Besoin (-) de financement	56,3	54,5	65,3	65,3
Taux d'épargne (6)	14,9	15,1	15,8	15,8
Taux d'épargne financière (7)	5,0	4,6	5,2	5,2
Administrations publiques				
Total des impôts	5,0	5,6	3,1	510,5
Cotisations sociales effectives	4,5	5,4	3,9	307,6
Prestations sociales et autres transferts sociaux en nature versés	4,4	4,1	3,9	617,3
Dépense de consommation collective (8)	2,9	2,8	2,6	150,7
Subventions et aides à l'investissement versées	1,6	1,5	7,3	57,6
Formation brute de capital fixe	10,4	2,2	6,1	61,8
Capacité (+) / Besoin (-) de financement	-51,1	-43,4	-50,6	-50,6
État	-52,2	-47,4	-39,2	-39,2
Organismes divers d'administration centrale	7,1	10,5	-2,6	-2,6
Administrations publiques locales	-3,3	-3,2	-7,2	-7,2
Administrations de sécurité sociale (y c. hôpitaux)	-2,8	-3,3	-1,6	-1,6
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	4,4	8,9	3,4	402,2
Importations de biens (FAB)	9,1	9,7	6,0	440,6
Exportations de services - importations de services	6,7	3,8	2,0	2,0
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	-16,0	-14,2	-15,7	-15,7
Capacité (+) / Besoin (-) de financement de la Nation	-30,8	-37,0	-52,1	-52,1

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et les autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs et alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / Formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. des loyers fictifs des propriétaires versés à eux-mêmes.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement les prestations sociales en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

(8) La dépense de consommation collective des administrations publiques correspond au financement courant de biens ou services pour la collectivité tels que la défense, la justice ou l'administration.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2000.

Révisions du PIB en volume

La publication des comptes provisoires de l'année 2007 s'accompagne d'une révision des données publiées par l'Insee l'an passé pour les années 2005 et 2006 (publication des comptes de la Nation du 15 mai 2007). La croissance du PIB en volume est ainsi revue en hausse de 0,2 point sur chaque année, à + 1,9 % pour 2005 (comptes définitifs) et + 2,2 % pour 2006 (comptes semi-définitifs).

En ce qui concerne 2007, la présente publication fournit la première évaluation de la croissance annuelle brute, à 2,2 %. Une première estimation, à + 1,9 %, avait été annoncée le 14 février 2008 à l'occasion

de la publication des comptes trimestriels pour le quatrième trimestre de 2007. Méthodologiquement, cette estimation était corrigée de l'effet des jours ouvrables, correction qui joue pour 0,1 point à la baisse sur l'activité. Par conséquent, à concept comparable, la croissance du PIB est revue de 0,2 point à la hausse pour 2007 à l'occasion de la présente publication des comptes annuels provisoires.

Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille l'ensemble des révisions intervenues sur les comptes 2005, 2006, 2007 et en précise l'origine en termes de sources d'information.

Recul de l'activité des sociétés financières

Après avoir fortement progressé en 2006, la valeur ajoutée des sociétés financières baisse en 2007 (- 1,2 % après + 6,5 %). Ce recul concerne principalement les activités de l'assurance-vie et de l'intermédiation financière.

Pour l'assurance-vie, l'année 2007 marque une rupture : après trois années consécutives de forte hausse, les cotisations ont diminué. Ce mouvement s'explique certes par un environnement boursier moins porteur. Mais il est aussi le contrecoup d'une année 2006 exceptionnellement favorable : une mesure fiscale sur les PEL avait conduit en 2006 à une très forte décollecte sur ces produits au profit de l'assurance-vie.

La marge d'intermédiation financière - définie comme la marge d'intérêt réalisée par les banques sur les dépôts de leur clients et les crédits qu'elles leur consentent - a connu un net repli entre 2006 et 2007. En effet, dans un contexte de forte remontée du taux interbancaire, couplée à une relative inertie des taux des crédits

et des dépôts, l'augmentation des marges sur les dépôts n'a pas compensé la diminution enregistrée sur les crédits.

Le déficit public se creuse

À 2,7 % du PIB en 2007 contre 2,4 % en 2006, le déficit public se creuse. Rapportées au PIB, les dépenses diminuent de 0,3 point pour atteindre 52,4 %. Dans le même temps, le poids des recettes publiques diminue plus rapidement, passant de 50,3 % du PIB en 2006 à 49,7 %.

L'évolution des dépenses est restée soutenue (4,0 % après 3,4 % en 2006). La masse des rémunérations progresse de 3,7 % (après 2,8 % en 2006) et les intérêts progressent fortement (+ 12,2 %) sous l'effet de la hausse des taux. L'investissement rebondit. À l'inverse, les consommations intermédiaires ralentissent pour la troisième année consécutive (3,3 % après 3,7 % en 2006).

La baisse des recettes publiques en point de PIB résulte de celle du taux des prélèvements obligatoires (- 0,6 point). Cette diminution s'explique par de nombreuses mesures d'allègement, en particulier sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui recule de 7,4 %

(réforme du barème, hausse de la prime pour l'emploi, renforcement des crédits d'impôt développement durable et pour garde d'enfants hors du domicile). Dans le même temps, les autres recettes sont restées dynamiques, notamment les dividendes reçus par l'État.

Définitions

Le **revenu « arbitral » des ménages** est égal à la différence entre leur revenu disponible brut et les dépenses de consommation « pré-engagées ».

Les **dépenses « pré-engagées »** sont les dépenses supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), elles comprennent :

- les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantines ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers (y compris les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Bibliographie

« Les comptes des administrations publiques en 2007 », *Insee Première* n° 1190, mai 2008.
 « Les comptes financiers de la nation en 2007 », *Insee Première* n° 1193, mai 2008.
 « La consommation des ménages en 2007 », *Insee Première* n° 1192, mai 2008.
 « Les comptes de la Nation en 2006 », *Insee Première* n° 1134, mai 2007.
 Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr
 « L'économie française », Rapport sur les comptes de la Nation, édition 2008, Collection *Insee Références*, consultable en juin 2008 sur [insee.fr](http://www.insee.fr), à paraître en juillet.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
 Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2008

Abonnement annuel : r 74 e (France) r 92 e (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE :

Date : _____ Signature _____

Direction Générale :
 18, Bd Adolphe-Pinard
 75675 Paris cedex 14
 Directeur de la publication :
 Jean-Philippe Cotis
 Rédacteur en chef :
 Gilles Rotman
 Rédacteurs :
 C. Dulon, A.-C. Morin,
 T. Méot, C. Pfister
 Maquette : PDC
 Code Sage IP081189
 ISSN 0997 - 3192
 © INSEE 2008

